

de femmes, et plutôt que de profiter de la situation, nous nous en servons comme prétexte pour ne rien faire, alléguant que le nombre ne justifie pas les ressources. Nous avons une occasion rêvée de travailler avec chaque personne et de mettre au point des façons nouvelles et valables de régler les problèmes.

«En réalité, l'établissement de programmes à l'intention des détenues pourrait servir de projet pilote pour le traitement des problèmes de certains hommes.

«On convient généralement que les femmes condamnées à de longues peines d'emprisonnement ont, en matière de programmes, des besoins différents de celles qui entrent dans les prisons provinciales pour y purger de courtes peines. Après une aussi longue absence elles ont besoin qu'on les aide à se réadapter et à se réinsérer dans la société.» (*Liaison*, Avril 1977, page 5).

665. Le programme «Dynamique de la vie», qui coûtait environ \$4,000 par an, a été annulé pour des raisons budgétaires. Il avait été inauguré en Saskatchewan pour enseigner aux détenus comment réussir leur vie et comment tirer profit des possibilités qui leur sont offertes. Tout programme valable se fonde sur certains principes fondamentaux: ainsi, chacun doit apprendre à communiquer, à écouter les autres et à s'exprimer. Au lieu de n'agir qu'agressivement, il faut apprendre à s'extérioriser et à se comporter en conséquence.

666. Ainsi, une détenue parlait avec résignation, comme si la discrimination était acceptable quand les ressources financières sont insuffisantes:

«Je pense que c'est un cours profitable. Je l'ai moi-même suivi et je l'ai vraiment apprécié. C'est quelque chose qu'on essaie ensuite de retrouver. Mais que peut-on faire quand il n'y a pas d'argent» (21:111).

667. On a refusé d'investir \$4,000 dans un programme alors qu'il a fallu payer deux millions de dollars pour réparer les dommages causés par des mutineries qui étaient le fruit de la frustration, de la colère et des espoirs perdus.

668. Les délinquantes n'ont pas de loisirs, de programmes appropriés ni de locaux pour un centre d'activités. Les administrations régionales et centrale semblent peu se soucier des besoins des détenues et elles vont même jusqu'à les négliger totalement.

669. A ce propos, le directeur Chinnery s'est exprimé en ces termes:

«Lorsque nous parlons de programmes mis à l'écart, nous parlons, en fait, du refus d'accroître le personnel puisque, sans personnel, il est impossible de mettre en oeuvre un programme. Il y a deux éléments primordiaux: impossibilité d'obtenir les locaux pour loger le programme et le fait que notre personnel soit insuffisant pour appliquer les autres programmes. Il ne s'agit pas vraiment de l'impossibilité d'obtenir quelques milliers de dollars de plus pour un programme précis, mais plutôt d'avoir le personnel supplémentaire qui sera chargé de créer de nouveaux programmes et d'obtenir des locaux supplémentaires» (21:124).

670. Le Comité de détenues a discuté des programmes et de la volonté des femmes de s'améliorer pour pouvoir mener une vie utile après leur libération:

«Les détenues se sont montrées très intéressées à suivre des cours qui pourraient les rendre capables de pratiquer des métiers très spécialisés. L'institution, telle qu'elle existe actuellement, souffre d'un manque d'espace pour mettre en oeuvre les programmes supplémentaires» (21:99).

Le Comité de détenues et les membres du personnel insistent sur l'urgence de créer un centre d'activités.